



05 novembre 2017

Compte rendu Rencontre entre le Ministre de l'Education Nationale et la FSU Guadeloupe

La FSU, avec les autres fédérations syndicales, était reçue par le ministre de l'Education Nationale ce dimanche 5 novembre 2017 en présence du recteur et de leurs directeurs de cabinets respectifs.

Lors d'une première prise de parole, le ministre Blanquer a rappelé :

- qu'il mesurait le dévouement des enseignants et autres personnels de l'académie,
- qu'il était revenu dans l'académie conformément à ce qu'il avait annoncé après Irma pour apporter son soutien lors de la réouverture des classes.

Chaque organisation syndicale a pu ensuite développer l'ensemble des questions, qui pour la très large part, se recoupaient les unes les autres. Ce point montre un constant glissement, de réunion en réunion, des différentes positions syndicales vers les positions maintes fois médiatisées de la FSU. La FSU ne peut que se réjouir d'avoir su convaincre depuis la grève de février dernier pourtant assumée, pour l'essentiel, seule contre tous.

Ainsi, la FSU Guadeloupe a réaffirmé que :

- la carte de l'éducation prioritaire soit revue conformément :
 - aux difficultés socio économiques de l'académie,
 - aux règles d'équité et de solidarité inter académiques et nationales.
- les moyens soient également revus en fonction du caractère archipélagique de l'académie,
- la politique de suppression / création systématique de postes à chaque fin / début d'année scolaire cesse. Elle génère, en effet, des problèmes de ressources humaines lorsque des contractuels exerçant dans l'académie depuis longtemps et obtenant le concours se voient muter par extension de leurs vœux inter dans l'hexagone,
- le bâti scolaire soit plus rigoureusement inspecté et des moyens d'état puissent venir soutenir ceux des collectivités locales pour une remise aux normes sismiques et cycloniques (la FSU seule se bat pour la remise à niveau des installations sportives scolaires),
- la protection des contrats aidés outre mer soit effective et que des solutions d'emplois pérennes soient rapidement envisagées pour les remplacer,
- les moyens socio-médicaux soient renforcés à la fois pour les élèves (médecin scolaire, infirmières, ..) mais aussi pour les personnels (médecine préventive),
- la reconquête du mois de juin soit l'enjeu essentiel d'un vrai rattrapage de l'enseignement à Saint Martin et dans l'ensemble de l'académie suite aux cyclones plutôt qu'une modification du calendrier scolaire dommageable en termes de rythme scolaire,
- les collègues en difficulté dans leur retour sur Saint Martin puissent être affectés sur des postes en Guadeloupe pour renforcer les établissements accueillant des élèves Saint-Martinois,
- le CCF soit minimisé pour le baccalauréat en rapport au contrôle terminal,

Le ministre Blanquer dans une réponse assez ramassée au regard du peu de temps disponible suite aux longues prises de paroles des uns et des autres a tenté d'apporter un éclairage sur plusieurs points :

Déclaration injurieuse de la ministre des Outre Mers :

- En tant que ministre de tutelle, c'est sa parole qui compte concernant les personnels de l'Education Nationale. Il a demandé aux organisations syndicales de ne pas prendre en compte les propos de la ministre des Outre Mers et nous a assuré avoir immédiatement réagi y compris publiquement par communiqué et avec fermeté. 90 % des enseignants seront présents lundi 6 novembre à Saint Martin. 10% en arrêt maladie mais dont une cinquantaine déjà en arrêt avant Irma. Seuls 5 à 6 enseignants n'ont pas donné de nouvelles.
- 300 000 € ont été déjà débloqués par le rectorat pour abonder le fond d'action social envers les élèves
- 150 000 € ont été débloqués pour venir en aide au personnel dont le dispositif d'aide au retour à Saint Martin, la distribution de repas sur place, ...

Mouvement Inter et Intra des enseignants :

- Ce mouvement doit s'inscrire dans une réforme des ressources humaines "humaines" selon ses propres mots. L'objectif ira vers l'intérêt des enseignants pour que "chacun soit content d'enseigner là où il enseigne" cependant il pense que ce n'est pas forcément souhaitable non plus qu'un enseignant fasse toute sa carrière au même endroit. Il est dans le même temps également d'accord pour dire que pour un originaire des Outre mers ce n'est pas non plus la même chose d'aller enseigner dans une académie hexagonale que pour un enseignant originaire de l'hexagone. Le prix des trajets et la régularité des retours ne peuvent être comparés. Ils semblent par conséquent s'orienter vers un renforcement du CIMM en faveur des Originaires, seul compromis possible.

Formation des enseignants et réussite des élèves :

- Une réflexion sur le recrutement des enseignants à l'ESPE doit avoir lieu pour favoriser la réussite des originaires aux concours.

Education prioritaire :

- Il a tenté d'amorcer une réflexion sur le dépassement des difficultés idéologiques persistantes à l'égard de l'éducation prioritaire en Guadeloupe en suggérant une Éducation Prioritaire qui n'en porterait pas son nom. Elle pourrait s'appliquer dans les moyens et les faits à des établissements qui ne sont pas classés et auraient pour objectifs permanents de rechercher un ancrage des savoirs fondamentaux en priorité.

Bâti scolaire et prévention :

- Des efforts ont été faits dans ce domaine puisque selon ses dires 10 établissements sont aujourd'hui aux normes sismiques et cycloniques (seulement ?). Il faut s'appuyer sur ce qui se fait au Japon et dans d'autres pays en termes de prévention.

Contrats aidés :

- Les contrats aidés sont critiqués selon le ministre par tout le monde :
 - la cour des comptes d'un point de vue économique car trouve que c'est une gabegie financière ne favorisant que trop peu le retour à l'emploi,
 - les syndicats qui parlent d'enfermement social car maintenant des personnes dans la précarité sans réelle formation.

La vision du gouvernement qu'il considère lui-même comme parfaitement critiquable est de substituer à ce système :

- une formation professionnelle et continue
- un remplacement par de meilleurs emplois type AESH (1 an renouvelable 6 fois et mieux payés)
- une meilleure gestion des cas relevant réellement du handicap. Inflation de 15% des nouveaux cas de handicap sans explication. (Laxisme MDPH ?)

Enseignement professionnel :

- Il se dit un fervent défenseur de l'enseignement professionnel. Ce qu'il souhaite c'est mieux articuler enseignement professionnel et apprentissage tout en laissant planer l'idée que l'enseignement professionnel ne concernerait que ceux qui ne sont pas encore prêt pour l'apprentissage ... (?)
- L'argument en faveur de l'augmentation de l'apprentissage c'est la meilleure insertion dans le monde professionnel.

Réforme du bac :

- Selon lui, il ne va pas vers plus de contrôle continue même s'il avance l'idée d'un bac plus musclé c'est à dire où les bacheliers choisiraient des matières fortes (majeures) qu'ils passeraient en contrôle terminal et des matières plus faibles (mineures) qu'ils présenteraient en CCF.
- L'objectif serait de :
 - conserver un bac national,
 - personnaliser les parcours,
 - reconquérir le mois de juin (moins d'examen à cette période).

Bi et plurilinguisme :

- Il se dit favorable à un développement d'un apprentissage s'appuyant davantage sur le bi (créole en Guadeloupe continental) et plurilinguisme (créole, anglais, espagnol à SXM). Selon lui, les recherches montrent l'intérêt dans le développement cognitif des élèves.